

CIBLE

Burqa

Des députés de droite et de gauche réclament au nom de la laïcité une loi interdisant le port de la burqa. C'est absurde.

Comme la plupart des Français, nous défendons l'État laïque. Mais la laïcité n'est pas légalement définie et nous ne savons pas ce que pourrait être la laïcité dans les rues. Laxisme ? Non. Les autorités légales peuvent et doivent apprécier les questions relatives aux vêtements et aux insignes selon un critère simple : s'ils troublent l'ordre public, leur interdiction s'impose dans l'établissement public ou la commune. Si l'ordre public n'est pas troublé, les autorités n'ont pas à réprimer.

Mais la soumission des femmes ? Il faudrait intervenir dans les familles – pas seulement islamistes. Le peut-on ? Il est en revanche possible de procéder à un affranchissement de masse. De fait, on compte toujours le nombre de femmes qui se voilent mais jamais le nombre de celles, musulmanes ou non, étudiantes ou chômeuses, qui se prostituent pour survivre. Nous réclamons une commission d'enquête sur cette forme de misère.

ALLEMAGNE

Modèle en crise

EDF

**Déboires
américains**

p. 2

Résistance

**Daniel
Cordier**

p. 10

Les Pieds Nickelés en Amérique

Voilà, nous y sommes, et nous l'avons prédit en février dernier dans *Royaliste* ⁽¹⁾. EDF s'ensable misérablement sur les marchés étrangers, découvrant naïvement combien les intérêts nationaux demeurent sérieusement ancrés chez nos voisins américains.

Souvenez-vous : sous l'impulsion de son président conquérant, Pierre Gadonneix, EDF a acquis fin 2008 deux morceaux de choix, l'un aux États-Unis, *Constellation Energy*, un ensemble de centrales nucléaires vétustes, l'autre au Royaume-Uni, *British Energy*, le tout payé plus de 18 milliards d'euros. Nous avions dénoncé la précipitation de ces acquisitions, ainsi que leurs coûts exorbitants, la crise financière s'étant depuis amplifiée et le coût du crédit ayant flambé.

La réalité n'a pas tardé à nous donner raison, à double titre. D'une part, le financement de ces grandes manœuvres pèse sur les comptes de l'ex-monopole public. Il doit rapidement céder des actifs pour ramener son endettement de 5 milliards d'euros. Mais lesquels ? Le débat entre experts, ministre de l'Écologie et de l'Énergie, direction générale d'EDF, et direction anglaise d'EDF fait rage. La

solution la plus avancée tient dans la cession partielle de l'épine dorsale de l'électricien français, son réseau de haute et très haute tension (RTE). Cette option est préférée à la cession du réseau de distribution britannique d'*EDF Energy*, sa branche anglaise. Ainsi, les intérêts anglais sont prioritaires sur ceux de notre pays ! Afin d'habiller politiquement l'opération, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et *Axa Private Equity* sont invités au tour de table de RTE ; nous restons ainsi entre institutions françaises respectables. Vraiment ?

La question nous brûle les lèvres : à quoi bon déshabiller Paul pour habiller Jacques ? Qu'EDF conserve RTE si cela ne change rien ! En réalité, cela n'a plus rien à voir si *Axa Private Equity* entre chez RTE. *Axa Private Equity* est un cheval de Troie, dans lequel *Axa* n'est pas l'unique investisseur. Derrière ce vocable se cachent des investis-

seurs anglo-saxons qui exigent de tirer beaucoup de plus-values. Dénouons ce mensonge : avec *Axa Private Equity* au capital, ce sont les fonds de pension qui toucheront les dividendes. Le peuple français a le droit de le savoir car son patrimoine est ainsi bradé pour satisfaire des fonds de pension étrangers !

Ce n'est pas tout : les banques d'affaires de l'opération en gestation sont toutes étrangères. Deutsche Bank conseille EDF, et la CDC s'est adjoint les services de HSBC. Ainsi est-on certain que nos intérêts en tant que citoyens et contribuables français seront parfaitement ignorés.

D'autre part, allons faire un tour aux États-Unis pour prendre des nouvelles de *Constellation Energy*. Le président Obama a été élu pour défendre les intérêts de son peuple, et laisser agir la justice de son pays. Qu'apprenons-nous à ce sujet ? Stupéfaction : le projet

de rapprochement a été bloqué le 11 juin par les autorités de l'État d'origine de *Constellation*, le Maryland, plus précisément par la Commission des services publics. Pourquoi ? Pour une question que nos propres hommes politiques ne se posent même plus pour penser à la privatisation de RTE : les autorités du Maryland veulent apprécier si le projet est dans l'intérêt public, et si EDF n'y aura pas une influence substantielle trop forte. EDF a justement acheté, à prix très élevé, cette *influence substantielle* puisqu'elle a acquis la moitié des centrales nucléaires de *Constellation* ! Mais nous sommes aux États-Unis, EDF l'avait sans doute oublié. Et il existe des juridictions prêtes à défendre leurs citoyens. De longues explications, auditions, rapports d'expertise, aussi coûteux qu'imprévus, vont donc être nécessaires si EDF veut aller au bout de ce projet.

La moralité de ces errements tient dans la poursuite d'une logique financière et libérale au plus haut niveau de la direction générale d'EDF, de connivence avec l'oligarchie financière internationale. La direction générale d'EDF, sous couvert d'ouverture partielle du capital de sa filiale RTE, assume sournoisement le transfert du patrimoine des Français aux fonds de pensions anglo-saxons, et rien n'indique que RTE restera, après un premier pas, sous l'égide d'EDF. GDF est un précédent qui démontre même tout le contraire.

Yves BILLON

(1) Voir « *Le courant financier ne passe plus* » dans *Royaliste* n°943.

royaliste 
BILLOUXE - DIRECTEUR POLITIQUE - BERTHOUD - HENRIOLLOU

SOMMAIRE : p.2 : Les Pieds Nickelés en Amérique - p.3 : Parade à Versailles - Adieu veaux, vaches... - p.4 : Mensonges pour une imposture - p.5 : Décélération - p.6/7 : Modèle en crise - p.8 : Généralisations abusives - Le piège de la "diversité" - p.9 : La querelle du politico-religieux - p.10 : Un homme d'honneur - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Le système du mensonge.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Parade à Versailles

Depuis l'adoption de la réforme de la Constitution, en juillet 2008, le président de la République a la possibilité de réunir le Parlement en congrès à Versailles, et de s'y rendre, pour s'adresser directement aux députés et sénateurs.

Cette intervention doit être suivie d'un débat sans vote, et en l'absence du chef de l'État. Le jeudi 22 juin 2009 a donc été une première dans l'histoire de la V^e République.

Outre que cette nouvelle disposition constitutionnelle ne respecte pas le principe de séparation souple des pouvoirs dans un régime parlementaire, il est dangereux et coûteux d'utiliser cette procédure comme simple tribune politique, alors que le président de la République constitutionnellement irresponsable, n'est ni le Premier ministre, chef du gouvernement, ni le dirigeant d'un parti politique (1).

Toutefois, l'on aurait pu imaginer qu'à l'instar des monarchies parlementaires, la venue du chef de l'État dans l'enceinte du Parlement, représente un acte solennel par lequel le message délivré par le président de la République, en personne, revête une importance capitale : soit pour appeler à l'unité de la nation en situation de crise grave ou pour venir exposer la défense de ses intérêts supérieurs ou encore des principes qui régissent notre *res-publica*, tels qu'ils sont notamment définis dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, la Constitution de la V^e République et les Préambules de 1946 et 1958, dont le chef de l'État est le garant.

De tout ceci, il n'en est rien. Il s'agit essentiellement d'une

opération médiatique en forme de tribune politique, destinée officiellement à présenter les orientations de la France sur la politique européenne et sur son projet économique et social, et officieusement, à défier la représentation parlementaire, au lendemain d'une prétendue victoire aux élections européennes.

Or, il existe déjà un Premier ministre, nommé François Fillon, chargé précisément de s'adresser au Parlement sur ces sujets, comme responsable de la politique menée par le gouvernement, selon les modalités de l'article 20 de notre Constitution.

Qu'à présent, l'opposition, notamment par les déclarations des Verts, appelle au boycottage du Congrès du 22 juin est dérisoire, la réforme constitutionnelle ayant été adoptée. Il serait préférable que les députés qui ont voté contre cette réforme s'interrogent sur la pratique actuelle de nos institutions, en dénonçant publiquement au sein du Parlement les manœuvres et agissements du chef de l'État, lorsqu'elles sont contraires au respect de la lettre et de l'esprit de notre Constitution, comme cela a été récemment le cas dans la procédure parlementaire sur la réforme hospitalière.

Denis CRIBIER

(1) *Royaliste* n° 928, « Le roi nu s'offre une nouvelle tribune », page 3.

Adieu veaux, vaches, cochons, couvées, fruits et légumes...

Adoptée en 2008, la loi de modernisation économique, devait libérer l'initiative, créer de l'activité et augmenter le pouvoir d'achat...

A ccouchée dans la douleur la loi montre aujourd'hui les effets désastreux que nous avions annoncés. À l'époque, la mode élyséenne était au libéralisme et la promotion de la *concurrence libre et non faussée*, si chère à nos libéraux.

La crise du lait vient de mettre en exergue cette loi bâclée d'apprentis-sorciers. Les latitudes laissées aux grandes surfaces dans les négociations précédemment encadrées par la loi Galand, ont donné de beaux résultats. Pour les distributeurs, s'entend... Pour les autres, producteurs comme consommateurs, tant pis.

Michel-Édouard Leclerc s'était répandu sur les ondes pour annoncer des lendemains qui chanteraient. La libéralisation allait profiter aux consommateurs en tirant les prix vers le bas. Leclerc est un imposteur. Les grandes surfaces ont maintenu et souvent augmenté leurs marges. Certains industriels ont la taille requise pour se défendre mais les moins puissants en ont fait les frais. Les *laitiers* travaillent aujourd'hui en dessous de leur prix de revient. Ce métier, dur et ingrat, n'est même plus rémunéré du tout. Les éleveurs sont obligés de se lever (il faut bien traire les vaches...) pour perdre de l'argent chaque jour qui passe.

La dérégulation montre son vrai visage. Elle pousse à la faillite et à la révolte. Les agriculteurs ont eu raison de se rebeller. Les marges pratiquées par les distributeurs sur les produits frais sont désastreuses sur le plan économique et social.

Nous l'avons maintes fois écrit, il est inimaginable de penser que l'on sacrifie des pans entiers de notre agriculture pour conserver les rentes de distributeurs qui n'ont que leurs bénéfices en tête.

C'est à partir du producteur que les choses doivent se mener et ce sont les intermédiaires qui doivent en faire les frais. Un prix garanti ? Une marge minimale pour les agriculteurs ? Tout est à ré-imaginer. La Chine fournit des produits manufacturés mais elle ne nous ravitaillera pas en lait, viande, fruits et légumes lorsque nous aurons laissé crever nos producteurs. Ils ne sont pas remplaçables, pas délocalisables. Une menace pèse sur nos approvisionnements parce qu'une poignée d'affairistes ne veut pas abandonner une telle rente de situation.

Et la FNSEA ? Comment les agriculteurs peuvent-ils encore placer leur confiance dans cette succursale de l'UMP qui cogère avec les gouvernements successifs la politique agricole ?

Et l'Europe, la belle Europe agricole ? Elle, est cohérente. Pleinement. Elle veut la dérégulation complète et elle est en passe de l'obtenir.

Et les consommateurs ? Ceux qui se précipitent dans les temples de la consommation en avalant toutes les fariboles et les mensonges des grandes enseignes ?

Il est temps de réagir, de repenser et de refondre un système pourri qui nous mènera à notre perte.

Pascal BEAUCHER

Mensonges pour une imposture

La crise boursière ne révèle pas uniquement une mécanique grippée. Elle exprime la fin d'un système libéral qui a reposé sur l'imposture de l'État jugé incapable de faire face à ses engagements sociaux et de retraite.

Mars 2002. Nous écrivions dans *Royaliste* (1) que le système de retraite par capitalisation incarné par les fonds de pension était une arnaque.

1) La Bourse est une place de marché fonctionnant au premier chef suivant la loi de l'offre et de la demande.

2) La Bourse est un espace électronique, dépersonnalisé, dans lequel se confrontent des ordres d'achat et de vente de toute nature et échéance.

3) S'il existe des autorités de régulation et de contrôle par pays, elles ne sont pas toutes aussi diligentes. En outre, comme le décrit Jean-Jacques Daigre, professeur de droit bancaire et financier à l'université Paris Panthéon-Sorbonne, dans un article publié le 11 juin 2009 par *Eco89* intitulé : « *Bernard Tapie accusé d'avoir manipulé le cours du Club Med* », « *Il y a beaucoup de manipulations de cours et beaucoup de délits d'initiés, mais si on est malin, c'est peu perceptible* ». La libre détermination d'un cours est donc un mythe.

Premier mensonge : la création de valeur justifie que la Bourse remplace l'État.

Comme nous l'avons exposé dans *Royaliste* (2), la création de valeur actionnariale est également un mythe. Il reposait sur le fait que depuis la privatisation des retraites et des services publics s'accom-

pagnant de l'ouverture des marchés financiers actionnées dès 1982 par Reagan, Thatcher et Delors (pour la France), la courbe de valeur des actions supplantait de loin celle de l'or et des obligations. À l'exception des crises de 1987 et de 2000, la courbe action était utilisée par les *lobbyistes* des fonds de pension (dont le Medef et le sénateur Philippe Marini) comme argument premier de la privatisation des retraites en France. Or la systématisation des crises financières et le niveau, très bas, atteint par les indices boursiers ont démontré que sur le long terme, les obligations offrent un meilleur rendement que les actions. Tout un système fondé sur la croissance à l'infini des actions vient de s'effondrer.

Second mensonge : de l'égoïsme de chacun naît le bien-être de tous (Adam Smith).

En privatisant les systèmes de retraite, Reagan et Thatcher ont libéré une manne d'épargne phénoménale. Cette manne collectée par les fonds de pension s'est investie dans divers canaux dont la Bourse et les fonds de LBO. Suivant la loi de l'offre et de la demande, une même action demandée par plusieurs acheteurs voit son prix grimper. Afin de poursuivre ce mouvement de hausse, l'ingénierie financière s'est évertuée à la financer par un recours de plus en plus massif et désordonné à la dette. Les entre-

prises se sont endettées d'une part et ont été siphonnées par des remontées de dividendes et des rachats de titres d'autre part, dès 2002. La cupidité illimitée, sans contrôle, de certains les a enrichis en appauvrissant la majorité.

Troisième mensonge : la faillite annoncée de l'État contraint le secteur privé à assumer la responsabilité du paiement de nos retraites et services médicaux.

Le vénérable magazine américain *Fortune* dans son article du 12 mai 2009 déclenche une alerte : *The public pension bomb*. Prétexte : le fonds de pension des agents de la fonction publique de l'État du New Jersey est en faillite. Les fonctionnaires de cet État aux conceptions très libérales, sont aujourd'hui assurés de ne plus rien obtenir de leurs retraites. La mécanique est simple. Se fondant, voici quelques années, sur des taux de croissance de valeur irréalistes, la contribution appelée pour répondre aux demandes à venir de paiement des retraites, fut abaissée. L'exigence de paiement des retraites, qui s'accroît au fil des années - les contributeurs du passé devenant des pensionnés - et la chute brutale des cours de Bourse expliquent l'aggravation, commencée dès 2001, de l'inversion des courbes *engagements* (qui monte inexorablement) et *ressources* (qui s'effondre sans rémission). La crainte est

générale sur tous les fonds de pension. Le secteur privé s'avérant déficient, le journaliste de *Fortune* pense inenvisageable que l'État n'honore pas les engagements de tous ces fonds au titre de la paix sociale ! L'État incapable un jour, est devenu le *Messie* du lendemain.

Quatrième mensonge : l'État gaspille les richesses, seul le secteur privé (réduit à la finance) les crée. Les déconfitures des fonds de LBO démentent cet axiome.

Tous ces mensonges ont été servis pour nous tromper et en tirer profit ; c'est la définition même de l'imposture.

Nous sommes entrés dans une ère de chahuts intellectuels. Le mensonge libéral infusé, professé, politisé depuis 1983 en France se laisse peu à peu découvrir. Des économistes comme Sapir, Gréau, Aglietta, nous aident à comprendre que ces mensonges prenaient leur source dans une idéologie permissive, le libéralisme. Jean-Claude Michéa nous donne également des armes pour analyser en profondeur l'esprit de ce libéralisme des mœurs. Il est nécessaire de repenser les fondements de notre économie au-delà de la seule expression du **Non**. Replonger avec Serge Ravanel dans *L'Esprit de Résistance* s'avère une nécessité :

« *La Résistance avait développé des réflexes unitaires, enseignant la coopération entre couches sociales, confessions ou opinions différentes. Elle avait appris à mobiliser les hommes autour de quelques grandes valeurs éthiques : le courage, l'esprit de responsabilité, l'honneur, la liberté, la fraternité, les droits de l'homme, l'humanisme et la tolérance. Le contraire de l'esprit de démission vichyste.* »

Jean LATOUR

(1) *Royaliste* n° 790, « *Retraites - L'arnaque des fonds de pension* » par Laurent Veyrenc, page 4.

(2) *Royaliste* n° 935, « *La création de valeur des marchés actions* », par Jean Latour, page 4.

Décélération

**Netanyahu et Ahmadinejad font gagner Obama.
Ils peuvent aussi le faire mentir.**

On donne l'impression aujourd'hui qu'Obama déstabilise les deux gouvernements les plus forts de la région et les plus opposés entre eux : Israël et l'Iran. Le Premier ministre Netanyahu est, dit-on, pris à contre-pied. Les États-Unis, principal soutien de l'État hébreu, ne sont pas d'accord avec ses options. Et de fait il triture son discours pour leur être agréable sans renier ses engagements électoraux internes. Le président Ahmadinejad a officiellement gagné les élections du 12 juin mais les contestations sont telles que sa victoire est décrédibilisée tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Il devra lui aussi faire des concessions. La ligne dure, dans les deux cas, doit reculer. C'est bon pour Obama. Cela renforce sa main. Il peut se permettre de ne pas en rajouter, d'observer une réserve. Les événements l'avantagent.

Le calcul de la Maison Blanche est que les deux dirigeants décèlerent, qu'ils se modèrent, qu'ils comprennent l'intérêt de faire entrer Washington dans le jeu et en endossent la responsabilité vis-à-vis de leurs opinions internes. Netanyahu ne peut pas faire autrement. Ahmadinejad, contesté, pourrait décider de saisir la main tendue par Obama. Cela lui permettrait de gagner du temps à l'intérieur et de désamorcer l'opposition libérale. L'Amérique pourrait alors pousser ses feux et engager son offensive diplomatique pour consolider un état de choses éminemment précaire et sans doute très provisoire.

Car il est évident que l'affaiblissement des deux grands acteurs régionaux est asymétrique. Chacun peut être aussi tenté de profiter des faiblesses de l'autre. Sauf que le Hezbollah a subi un revers lors des élections libanaises du 4 juin, ce qui prive Téhéran de son relais contre Israël. À l'inverse, le moment est sans doute le plus mal choisi pour Israël de frapper les installations nucléaires iraniennes au risque de tuer l'opposition libérale et de reconstituer l'unité nationale sur une ligne plus radicale que jamais. Chacun se neutralise par le bas, par l'impuissance réciproque plutôt que par le haut, le choc de puissance jusqu'au nucléaire inclus.

Le calcul est risqué mais jouable. L'alternative est tout sauf réjouissante, sans que l'on puisse l'exclure. Bizarrement c'est aujourd'hui le jeu de la France. Paris semble prendre un malin plaisir à souffler sur les braises, à se donner le beau rôle, plus ou moins abandonné par Obama, de défenseur des droits de l'Homme, de lutte contre toutes les dictatures, de soutien aux oppositions libérales.

Bref une posture idéologique qui n'est plus de mise à Washington. Paris souhaite ouvertement le changement de régime à Téhéran, bat froid le nouveau cabinet israélien et le fait savoir. L'idéal serait pour la diplomatie française que les libéraux iraniens abandonnent l'option nucléaire, ce qui rassurerait l'opinion israélienne plus promptement à des concessions envers les Palestiniens.

Le calcul est vicié par le fait d'une part que les libéraux iraniens ne sont pas moins attachés au nucléaire et à ce qu'il représente pour le rang de leur pays dans la région, et d'autre part que le problème palestinien n'est en rien lié à la menace iranienne.

L'échec annoncé de cette stratégie est inscrit dans l'ouverture de la nouvelle base française d'Abou Dhabi. À peine inaugurée, voici qu'on en révèle le doublement et surtout le contenu de l'accord de défense signé avec les Émirats arabes unis. Toute menace iranienne contre les E. A. U. serait une menace contre la France qui pourrait réagir par tous les moyens. Le président Sarkozy se place déjà comme si Abou Dhabi était sous le feu atomique de Téhéran. Il n'exclut pas l'option d'une riposte atomique française contre l'Iran. Certes c'est le principe même de la dissuasion. Mais l'on sait que celle-ci ne saurait valoir absolument que pour le sol national voire contigu. Quant à la notion d'intérêts vitaux, veut-on sanctuariser tous les puits de pétrole au monde ?

Dans le jeu entre Netanyahu et Ahmadinejad, c'est, de la part du président Sarkozy, jouer ouvertement en faveur du premier contre le second. C'est là qu'il y a une asymétrie fondamentale dans notre calcul. On peut très bien décider de faire ce choix ou au contraire refuser de s'y laisser entraîner, mais il ne saurait être opéré subrepticement, loin de France, sur un coin de table, à l'insu de tous.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ITALIE** – Tête de liste du parti centriste UDC pour la région Nord-Ouest de l'Italie aux élections européennes, le prince Emmanuel Philibert de Savoie n'a pas été élu n'ayant recueilli que 6,51 % des suffrages. Néanmoins il s'est déclaré content du résultat et bien décidé à continuer à s'investir dans la vie politique du pays.

♦ **ALBANIE** – Petit-fils du roi Zog 1^{er}, fils du roi Leka, le prince Leka (âgé de 27 ans) exerce depuis près de deux ans la fonction de conseiller au Ministère des Affaires étrangères de son pays. Interrogé à ce sujet par le *European Royal History Journal* qui s'inquiétait de savoir si cela n'interférerait pas avec ses obligations de prince héritier il a déclaré : « *J'estime que ceci est un nouvel exemple de la contribution de la famille royale, tout en travaillant dans une administration publique, d'apporter à connaître les problèmes et trouver des solutions dans une des périodes les plus incroyables de l'histoire de l'Albanie* », ajoutant : « *C'est un honneur pour moi de représenter ma patrie sur la scène internationale, comme prince héritier, prouvant que je suis préparé pour mes devoirs futurs d'héritier de la couronne [...]* Mon désir de servir la nation albanaise est sans réserve ».

♦ **IRAN** – Dans un entretien dans *Le Matin dimanche* (suisse), après les manifestations à Téhéran, le prince Reza Pahlavi a déclaré : « *C'est un moment clé de notre histoire. Après 30 ans de répression, le peuple se déchaîne contre ce régime qui a toujours été une mascarade. Le peuple réclame son droit à la souveraineté, à la liberté d'expression, à faire ses propres choix. Et le monde entier en est conscient. Il découvre le vrai visage d'un peuple. La bravoure de mes compatriotes est exemplaire compte tenu des risques qu'ils courent. C'est pourquoi la solidarité internationale est essentielle.* » Interrogé sur son rôle, il précise : « *Mon unique mission, c'est de diriger une campagne de désobéissance civile non-violente pour remplacer la théocratie par un gouvernement basé sur une démocratie parlementaire laïque. Quelle forme ce système devra-t-il prendre ? Une république parlementaire, par exemple, ou une monarchie parlementaire ? Ce sera aux Iraniens d'en décider. Mais je suis prêt à servir mon pays si mes compatriotes le désirent.* »

♦ **TONGA** – Hâtons-nous lentement pourrait être la devise du roi George Tupou V qui a estimé que les réformes institutionnelles et politiques amorcées après les émeutes de novembre 2006 pourraient commencer à prendre forme d'ici deux ans. À la veille de son couronnement, en juillet 2008, le roi avait annoncé que ces réformes, déjà commencées, se poursuivraient au cours de son règne et devraient aussi impliquer une bascule, mais en douceur et sans précipitation, du système de gouvernance actuel (considéré comme largement favorable aux nobles et membres de la famille royale) vers une monarchie moins directe, plus inspirée du système britannique. Dans le cadre d'un système tel qu'il devrait probablement se matérialiser, le roi devrait intervenir de moins en moins directement dans les affaires du royaume, laissant ainsi la place à des pouvoirs renforcés pour le gouvernement et le Premier ministre.

Modèle en crise

A

ncien élève de l'École nationale supérieure, agrégé d'histoire et docteur de l'Université, Édouard Husson a été chercheur à l'*Institut für Zeitgeschichte* à Munich. Il est actuellement maître de conférences à Paris IV et directeur de recherches en histoire contemporaine. Prolongeant les analyses qu'il avait publiées en 2005 (« *Une Autre*

Allemagne ») il décrit la crise du modèle allemand, les graves conséquences qui en découlent pour une société allemande confrontée, de surcroît, à la ligne diplomatique et militaire décidée à Berlin.

■ **Royaliste : Qu'en est-il de l'Allemagne aujourd'hui ?**

Édouard Husson : Il est très difficile d'en parler aujourd'hui ! Les repères que nous avions sont brouillés ; les Allemands eux-mêmes ne savent plus très bien où ils vont.

Cette absence de perspective s'explique par deux caractéristiques fondamentales de l'histoire récente : en 1990, l'Allemagne s'est réunifiée dans l'Otan et selon le modèle de l'économie sociale de marché. À cette époque, les erreurs économiques qui ont été commises résultaient de choix politiques erronés. Ainsi, on a voulu imposer un taux de change qui n'était pas réaliste en raison des médiocres performances de l'économie est-allemande. Plus généralement, on a voulu généreusement transférer à l'Est le modèle social de l'Ouest sans pour autant protéger le marché est-allemand, lui donner les moyens et le temps de se réorganiser avant la mise en con-

currence avec les économies des autres pays.

Ce choix a été désastreux : 3,5 millions emplois ont été détruits en quelques années. Mais ces millions d'emplois ont été recréés par l'économie allemande hors de ses frontières : elle fait produire à l'étranger les composants des pièces qui sont montées en Allemagne par une main d'œuvre hautement qualifiée. Les profits furent considérables mais certains économistes ont dénoncé cette *économie de bazar* qui consiste à assembler et à vendre des produits fabriqués à l'extérieur - sans innovation industrielle sur le territoire allemand.

■ **Royaliste : Et la réintégration dans l'Otan ?**

Édouard Husson : Elle n'aurait pas de soi pour deux raisons : elle a été imposée à une Union soviétique affaiblie, qui avait besoin des crédits allemands pour espérer survivre et qui acceptait la décision allemande. Le chancelier Kohl

a privilégié de son côté le court terme en cherchant avant tout à éviter une épreuve de force avec Washington. Il a ainsi créé un déséquilibre : l'intégration de l'Allemagne dans l'organisation militaire atlantique a permis par la suite l'élargissement de l'Otan aux pays de l'Est ; de plus, l'Allemagne s'est crue tout permis en matière de politique européenne : dans le cas de l'ancienne Yougoslavie, elle a été un facteur majeur de la déstabilisation de ce pays.

■ **Royaliste : Quelles ont été les conséquences sociales des choix économiques effectués après la chute du Mur ?**

Édouard Husson : Les problèmes ont commencé avant la réunification : c'est au cours des années quatre-vingt qu'on a assisté à la fin des relations sociales relativement harmonieuses qui existaient entre le patronat et les syndicats. Aujourd'hui, l'Allemagne connaît un processus de fragmentation sociale : c'est le fait le plus frappant de

ces quinze dernières années. Jusqu'à la réunification, la cohésion de la société allemande était malgré tout restée très forte. Depuis 1990, l'Allemagne est de plus en plus affectée des phénomènes que nous connaissons bien : écart grandissant entre les hauts et les bas revenus, précarisation d'une part croissante de la société, augmentation du nombre de pauvres qui dépendent des aides sociales. Un chiffre impressionne : il y a cinq ans, un enfant sur sept grandissait dans une famille pauvre ; aujourd'hui, un enfant sur cinq est dans cette situation.

Autre facteur de fragmentation : jusqu'à ces dernières années, les Allemands avaient un système éducatif qui était inégalitaire parce qu'il professionnalisait très tôt les jeunes jugés inaptes à se présenter au bac général - mais ceux-ci étaient certains d'avoir un emploi industriel grâce à la formation dans les lycées techniques. Aujourd'hui, ces emplois exigent de hautes qualifications, par exemple de bonnes connaissances en informatique. Or les enfants des milieux pauvres ne peuvent pas disposer d'un ordinateur et d'un accès à Internet ; ils ne pourront pas non plus bénéficier de la formation adéquate et ils sont exposés à une précarisation définitive.

Bien entendu, la masse des chômeurs, masquée comme en

France par des montages statistiques, n'arrange pas les choses.

■ Royaliste : Quelles sont les conséquences politiques ?

Édouard Husson : La société allemande est marquée par l'affaiblissement du système politique ; il y a une désaffection forte à l'égard des grands partis (chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates) et de la politique en général. S'y ajoute une perte de confiance dans les dirigeants économiques. Ce double discrédit est beaucoup plus fort qu'en France et en Italie. Les deux partis au pouvoir ne dépasseront pas de beaucoup les 50 % aux prochaines élections. Le reste du paysage est fragmenté entre les Verts, le *Linke* à la gauche du SPD et les libéraux : la situation hors de la Grande coalition est très instable. Mais le parti le plus important en Allemagne est celui des abstentionnistes alors que le taux d'abstention était traditionnellement moins fort en Allemagne que chez ses voisins.

■ Royaliste : Pourquoi ?

Édouard Husson : Cette désaffection est à mettre en relation avec la crise du modèle allemand qui a été fortement ébranlé par la mondialisation avant la grande crise et qui maintenant est atteint au plus profond.

Vous connaissez les caractéristiques de ce modèle : après la guerre, on a voulu en revenir à une régulation naturelle de la société allemande. Les conservateurs se défiaient de l'État national fondé par Bismarck et aspiraient à une économie de marché et une solidarité fondée sur les anciennes vertus familiales, corporatives et religieuses. Ce modèle autorégulé était aussi celui de l'ouverture au monde. Le pari fait par les dirigeants allemands dans les années cinquante était celui du libre-échange intégral. À l'encontre des Français qui concevaient le Marché commun comme un ensemble protégé, les dirigeants allemands envisa-

geaient la construction européenne comme une étape vers le libre-échange mondial.

Ce modèle a fonctionné pour plusieurs raisons : pillage de l'Europe par les nazis qui donnaient un capital de départ solide et important (ce qu'on oublie de dire), besoin de reconstruction en Allemagne, stabilité monétaire internationale due au système de Bretton Woods, vertus traditionnelles des travailleurs allemands. D'où les bonnes performances de l'économie allemande. Au début des années 70, on insiste sur l'aspect social, on organise une plus juste répartition des revenus et, au moment où ses partenaires abandonnent le keynésianisme, l'Allemagne construit son propre État-providence. L'Allemagne résiste mieux que ses voisins à la crise de 1974 mais ses dirigeants ne voient pas que la puissance du mark cache un affaiblissement des capacités d'innovation industrielle et un chômage de 2,5 millions de personnes avant la réunification. Celle-ci n'entraîne pas une domination de l'Allemagne sur l'Europe, contrairement à ce que certains ont écrit à l'époque - mais au contraire des difficultés croissantes.

■ Royaliste : Les Allemands ont-ils conscience de la mise à mal de leur modèle ?

Édouard Husson : Non ! Ils s'accrochent à leur passé sans analyser les raisons profondes de la détérioration de leur modèle économique et social. Ainsi, le commerce intra-européen et avec les États-Unis joue un rôle de plus en plus important alors que les dirigeants allemands se veulent une puissance mondiale. L'illusion est d'autant plus forte que les délocalisations faites au nom de la mondialisation ont surtout lieu dans les pays de l'Est européen. Tel est le paradoxe allemand : avant la crise de 2007, le commerce de l'Allemagne avec le vieux Marché commun représentait 30 % du total, 47 % avec l'Union européenne, 70 % si l'on ajoute la Russie. Le commerce avec les États-Unis représen-



■ En avril, à Hanovre, salariés français et allemands de Continental ont manifesté pour protester contre la fermeture programmée de deux usines en France et en Allemagne.

tait environ 15 %. Le commerce avec le reste du monde (Inde, Chine) restait marginal.

Les Allemands s'accrochent donc au modèle européen classique mais vantent la mondialisation et refusent par conséquent une politique de protection du continent parce que cette politique remettrait en cause le modèle des années cinquante auquel ils sont attachés. Le conservatisme des dirigeants allemands est une donnée fondamentale.

■ Royaliste : La relation avec l'Otan n'est-elle pas du même ordre ?

Édouard Husson : Si ! Au fond, l'Allemagne ne veut pas avoir la politique étrangère que lui impose sa réunification et sa puissance économique - à savoir l'indépendance à l'égard de toutes les alliances, l'encouragement à la paix dans le monde. Autrement dit, une politique sur le mode scandinave ou suisse adaptée à un pays de 80 millions d'habitants. Or les milieux dirigeants s'obstinent à rester dans l'Otan. Pire : ils pensent qu'ils ont intérêt à jouer de plus en plus le jeu de l'Otan, pour en tirer des avantages économiques et commerciaux. Pour cela l'Allemagne s'engage dans la professionnalisation de son armée, et avec les Américains dans des actions dites de maintien de la paix. Elle joue le jeu d'une sécurisation de points nodaux pour ses futures entreprises exportatrices. Ce

qui la conduit à une militarisation de son économie : elle est le troisième pays exportateur d'armes au monde et elle a des conseillers militaires dans un grand nombre de pays. L'Allemagne veut être partout où l'ordre occidental doit être assuré.

Cette politique est totalement cohérente mais elle est en décalage avec la réalité. Que retire l'Allemagne de sa présence en Afghanistan ? L'avantage économique est infime, voire ridicule. Les attermoissements de la politique allemande vis-à-vis de l'Iran l'ont empêchée de développer ses relations économiques avec ce pays grâce à une action diplomatique prudente qu'elle aurait pu mener en concertation avec la Russie.

D'où un nouvel aspect de la fracture politique. La population allemande refuse massivement d'appuyer cette stratégie mais les opposants ont le sentiment d'être impuissants. Il y a découplage entre la population et un pouvoir qui est devenu une oligarchie. Ce qui peut déboucher sur une crise des repères traditionnels de la démocratie : affaiblissement croissant des partis nationaux, autorégulation des régions avec un pouvoir central se bornant à fixer de grands objectifs.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

Édouard Husson - « Une autre Allemagne », Gallimard, 2005, prix franco : 28,50 €.

➔ Achat immédiat

Généralisations abusives

Quand donc les dirigeants d'un Occident fantasmé comprendront-ils qu'il peut y avoir unité dans la foi et diversité dans les comportements des musulmans ? Avec une ténacité exemplaire, Paul Balta et Claudine Rulleau dénoncent les généralisations abusives.

Mais qui donc généralise ? Maints politiciens français, qui lient de manière plus ou moins implicite l'arabité, l'islamisme, l'Islam et le terrorisme. Mais aussi Barack Obama qui s'est gardé dans son discours du Caire de faire l'amalgame entre le terrorisme et l'Islam mais qui s'est adressé au monde musulman comme s'il s'agissait d'une organisation politique géographiquement circonscrite et clairement instituée.

L'erreur est d'ordre philosophique : on ne comprend pas que l'unité de foi - en un seul Dieu dont Mahomet est le prophète - inclut des formes très variées d'appartenance à la religion musulmane et de comportements très différents voire opposés.

Heureusement, Paul Balta, directeur honoraire du Centre d'études de l'Orient contemporain à la Sorbonne, et Claudine Rulleau, journaliste et écrivain, veillent au grain. Ils viennent de publier un livre (1) utile aux journalistes qui auraient tendance à vivre sur leurs souvenirs scolaires et indispensable aux citoyens qui sont en relation avec l'Islam et qui n'ont pas le temps de consulter les ouvrages spécialisés. Y figurent les définitions essentielles de la foi musulmane et l'histoire de l'Islam, de l'élan des premières conquêtes à la complexité contemporaine.

Au moment où il est question de légiférer en France sur la tenue des musulmans, on consultera avec profit le paragraphe consacré au *hijab*, *nikab*, *haïk* ou *burqa* et les textes majeurs - mais discutés depuis les origines - qui concernent le voile. On appréciera aussi les courts chapitres consacrés aux différents pays et continents où se pratique la religion musulmane et qui détruisent l'illusion tenace d'un islam identifié à l'arabité.

Bien entendu, les terroristes sont passés en revue. Paul Balta et Claudine Rulleau s'emploient à montrer que l'islamisme est l'ennemi de l'Islam - de même que tout fanatisme détruit l'idée qu'il voudrait glorifier. Cette contradiction entre la violence religieuse et la religion elle-même a pénétré au cœur même de l'islamisme radical : la dispute entre Sayed Imam Al Chérif, qui affirme que la lutte armée viole les lois coraniques, et Ayman Al Zawahiri, partisan de la guerre à outrance, a été d'une grande violence.

Et n'oublions pas que les musulmans (ils sont un milliard et demi, environ) sont, au propre et au figuré, à mille lieues de cette dialectique.

Jacques BLANGY

(1) Paul Balta & Claudine Rulleau - « *Islam & islamisme, Gare aux amalgames* », Milan, 2008, prix franco : 15,50 €. [Achat immédiat](#)

Le piège de la « diversité »

L'idéologie racialisante et la thématique de la discrimination positive, des minorités visibles et de la diversité ont été importées des États-Unis. Et c'est de Chicago que nous vient une réplique juste et décisive.

Walter Benn Michaels est professeur de littérature à l'université de l'Illinois à Chicago. Ayant montré dans un remarquable petit livre (1) que la diversité ruine l'égalité, il a l'extrême honnêteté de préciser en conclusion qu'il gagne 175 000 dollars par an et que l'à-valoir offert par son éditeur a joué dans sa décision d'écrire sur l'égalité. Il appartient à la couche supérieure des classes moyennes mais il ne se sent pas riche parce que le journal de sa classe, le *New York Times*, lui dit qu'il ne l'est pas. Walter Benn Michaels nous révèle aussi qu'il est Juif mais que « *Dieu seul sait ce qu'il entend par là* » car ce membre éminent de la *upper middle class* ne croit pas en Dieu. Notre professeur sait simplement qu'il n'y a pas de race juive car rien dans le génome humain ne permet d'établir la judéité d'une personne. Il y a bien une culture juive mais là c'est très compliqué car il y aussi des non-juifs qui aiment le saumon fumé et l'argent...

Cette présentation véridique et pleine d'humour résume le débat sur la diversité et met en évidence de redoutables confusions. D'une démonstration lente et savoureuse comme une sauce bien tournée, on retiendra les principaux arguments à opposer aux déclarations et rapports de Yazid Sabeg, nommé *Commissaire à la Diversité et à l'Égalité des chances* par Nicolas Sarkozy.

- Il est génétiquement démontré que la race n'a aucune réalité scientifique et que l'opposition blanc et non-blanc est une absurdité.
- Cela n'empêche pas certains Américains et leurs copistes français de définir des cultures racialement déterminées et de promouvoir certains groupes ethnico-culturels qui seraient victimes de discriminations.

- Cette représentation racialisante de la société donne bonne conscience à ses propagandistes : grâce à eux, toutes les différences sociales et culturelles seront respectées - celles des juifs, des noirs, des homosexuels, des blancs, des latinos, des riches et des pauvres.

- Dans la nomenclature des *minorités visibles* les différences de classes et les inégalités de patrimoines et de revenus sont effacées dans l'effusion générale : *les riches respectent les pauvres*.

Là est le piège : les pauvres ne veulent pas être respectés en tant que pauvres mais reconnus en tant que citoyens bénéficiant d'une juste politique de redistribution du revenu national. Autrement dit : les pauvres ne veulent pas être pauvres. C'est ce que les riches leur reprochent et voudraient leur faire oublier.

A propos, combien gagne M. Sabeg ?

Sylvie FERNOY

(1) Walter Benn Michaels, « *La diversité contre l'égalité* », Raisons d'agir, 2009. Prix franco : 9 €. [Achat immédiat](#)

La querelle du politico-religieux

N'en aura-t-on jamais fini avec la querelle du politico-religieux ? Tout semble indiquer que non. Il suffit de lire telle véhémence protestation de Danielle Sallenave dans *Le Monde* contre la récente cérémonie œcuménique de Notre Dame, à la suite de la catastrophe aérienne de l'Airbus. Même si c'est en négatif pur, le déni de coopération de l'État républicain avec les autorités religieuses atteste la difficulté d'articuler les domaines. Ailleurs qu'en France – et notamment aux États-Unis – une telle polémique semblerait incongrue. Lors de la récente visite en Normandie pour commémorer le débarquement, le président Obama n'a pas manqué de faire intervenir un aumônier dans le cadre d'une cérémonie purement civique. Madame Sallenave n'a pas cru devoir protester. C'est qu'elle sait sans doute que sa farouche posture serait inaudible hors de la laïcité française. Mais qu'est-ce que la laïcité elle-même, sinon une certaine façon de prendre position par rapport à une question irréductible, celle de la relation du politique au religieux, cette notion étant susceptible de bien des déclinaisons qui toutes tournent autour du sens et de la transcendance. Que nous soyons sortis de l'ère sacrale, de la chrétienté médiévale et plus généralement de toute tutelle du religieux, n'y change rigoureusement rien. Pour s'en persuader, il suffit d'envisager les plus récents débats de la philosophie politique. Nous évoquons récemment, avec Pierre Bourdieu, l'interpellation du messianisme juif, sensible y compris dans la pensée d'un Jacques Derrida. Mais il faudrait aussi reprendre toute la querelle autour de l'œuvre de Carl Schmitt qui provoque tant d'éclats dans les courants les plus divers du monde intellectuel. La notion de *théologie politique* y est centrale, et ce n'est pas pour rien qu'un Leo Strauss, représentant éminent du retour aux Lumières médiévales, ait été si proche d'un juriste par ailleurs réputé pour son antijudaïsme.

Pour Bernard Bourdin, un de nos meilleurs spécialistes de l'énigme du politico-religieux, la querelle que Carl Schmitt entretient avec le théologien Erik Peterson sur la théologie politique chrétienne, est au cœur de ce qu'on pourrait appeler le destin de la démocratie occidentale ou même de la modernité. N'a-t-il pas réédité récemment l'ouvrage fondamental de Peterson, sur *le monothéisme, un problème politique*, qui répondait à Schmitt par un refus total à l'idée même d'une articulation du spirituel et du temporel (1). Certes Peterson en avait directement à la collusion de certains chrétiens avec le régime nazi, où, hélas, son vis-à-vis était impliqué. Mais son argumentation allait au-delà de cette terrible conjoncture historique. Il signifiait la radicale séparation des domaines en raison de la théologie trinitaire et de la perspective eschatologique. Là où Schmitt ne voyait qu'une stricte correspondance, lui n'envisageait qu'une radicale dissymétrie. Bernard Bourdin, dans son nouvel essai, repart de ce désaccord profond, en montrant sa fécondité théorique et ses rebondissements (2). Car si Peterson est fondé à creuser l'écart dans la logique d'une séparation, Schmitt se trouve autorisé à insister sur la liaison en raison même de l'inscription du christianisme dans le temps. Quelles que soient les modalités de son incarnation historique, l'Église a toujours marqué sa médiation sociale et politique, notamment à partir de Constantin et durant tout le Moyen Âge. Aujourd'hui encore, l'engagement des chrétiens s'impose par rapport aux choix les plus cruciaux et de nouvelles théologies politiques se formulent, parfois dans des horizons révolutionnaires. Ce fut le cas des diverses théologies de la libération en Amérique latine. Paradoxe : ce genre de tentatives se trouve plus proche du très conservateur Carl Schmitt que de l'antitalitaire Erik Peterson. Mais c'est bien l'indice que la question du politico-religieux est très loin d'être dénouée.

Bernard Bourdin va plus loin encore, en montrant, au scalpel de l'analyse la mieux ciblée, que tous les grands classiques de la philosophie politique moderne sont tous hantés par les mêmes

interrogations. Penseurs de l'émancipation sociale, ils sont tributaires de la crise de sortie de l'univers médiéval. « *Toute l'ambition des théories politiques contractualistes et de la puissance est de résoudre la crise de la vérité et de l'universel chrétien médiéval que les réformes religieuses du XVI^e siècle ont disqualifié. À cette crise, il faut ajouter les mutations dans l'âge de la sacralité et celles du statut métaphysique de la légitimité théologico-politique des pouvoirs séculiers.* » En effet, il n'est nullement fortuit que la monarchie louis-quatorzième s'inscrive dans un cadre gallican revendiquant une réelle autonomie par rapport à l'autorité romaine, dans le temps même où la monarchie anglaise trouve ses marques dans un cadre anglican, après une rupture violente avec le même centre romain. C'est alors que s'affirme la notion de *droit divin* qui implique une légitimation directe de la *monarchie absolue* sans qu'intervienne en tiers la médiation ecclésiale. Cependant, le droit divin désigne une justification théologique instable alors qu'un renversement s'est produit au détriment du religieux et en faveur du pouvoir séculier. « *Ce que l'absoluité du pouvoir royal par délégation divine n'a que provisoirement réglé, la rationalité philosophique qui est à l'œuvre entend en apporter la réponse décisive par la refonte d'une anthropologie où l'individu et l'État de la représentation occupent la place centrale.* » Il y a donc renversement radical avec promotion de l'autonomie des institutions humaines qui rend

inopérante ou caduque la légitimation politico-religieuse. L'État séculier est en marche, théorisé par Hobbes, Spinoza, Locke, puis encore par Rousseau. Cependant renversement ne signifie pas totale disparition de l'ordre ancien qui persiste à poser des questions qu'il s'agira de traiter et de reformuler autrement.

Si Jean-Jacques Rousseau trouvera dans la religion civile le moyen de répondre à une exigence irrépressible, ses prédécesseurs seront confrontés à la détermination nouvelle qu'impose à l'État l'existence du religieux. La philosophie a supplanté la théologie dans l'ordre intellectuel, ce qui a provoqué la mutation anthropologique déjà signalée avec l'abandon de la tradition aristotélico-thomiste et une conception de l'homme dont Leo Strauss a fustigé la régression morale. Mais la mutation vaut aussi dans l'ordre de la subordination du spirituel au temporel, avec des accentuations différentes qui toutes posent de sérieux problèmes, car ce n'est pas rien que le politique moderne se soit approprié le religieux. Chez Hobbes, c'est particulièrement flagrant :

« *La religion étant au service de l'entrée en société, elle constitue par conséquent un facteur décisif pour la stabilité de la République. Cette conception instrumentale de la religion apparaît encore davantage en ce qui concerne la définition de la foi. La détermination de ce qui doit être enseigné revient au souverain et n'est pas guidée par le contenu de la révélation, mais par le souci de l'unité politique.* »

Chez Spinoza, on trouve la même subordination : les églises doivent être autorisées par la République, source de tout pouvoir légitime. Pourtant, le philosophe d'Amsterdam prétend à une liberté de conscience et de pensée qui trouvera son exercice dans l'économie générale. C'est encore chez Locke que la liberté religieuse se trouve la mieux considérée et garantie : « *L'idée d'une souveraineté politique est transformée par rapport à sa signification hobbesienne et spinoziste. Elle n'est simplement que le cadre extérieur au sein de laquelle les activités des institutions peuvent se déployer en n'étant plus inquiétées les unes par rapport aux autres.* » Locke est un penseur éminent du libéralisme, il tend à la séparation des pouvoirs et aussi à la tolérance à l'égard des religions. Tolérance qui ne va pas jusqu'à accepter les catholiques et les athées. C'est dire combien les conflits inhérents à l'apparition de l'État libéral n'ont nullement fait disparaître les relations du politique et du religieux, même si celles-ci se reformulent dans un cadre très différent. La théologie chrétienne, telle que l'a défendue Peterson dans sa dissymétrie avec la sécularité peut produire des effets libérateurs au sein de la cité séculière et nous garder ainsi des ambiguïtés dangereuses de Carl Schmitt. Une autre articulation entre les fins de la raison théologique et celle de la raison politique est possible.

■ (1) Erik Peterson – « *Le monothéisme, un problème politique* », Bayard, prix franco : 26 €. Voir *Royaliste* n°915

[Achat immédiat](#)

(2) Bernard Bourdin – « *La médiation chrétienne en question – Les jeux de Léviathan* », La nuit surveillée, Cerf, prix franco : 28,50 €.

[Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



Un homme d'honneur

Il n'est pas fréquent que des livres puissent se lire à plusieurs niveaux.

***Alias Caracalla*, premier tome des Mémoires de Daniel Cordier, le secrétaire de Jean Moulin pendant la Résistance, est pourtant de ceux-là ⁽¹⁾.**

Une première façon de le lire est de parcourir l'histoire de ceux qui ont osé quitter la France en pleine débâcle, des jeunes pour la plupart, dans l'intention de poursuivre un combat que tout annonçait comme perdu d'avance. Perdu, nécessairement perdu, puisque la meilleure armée du monde, la nôtre, avait été vaincue en moins de trois semaines de combat. On sait qu'ils se retrouveront en Angleterre, chez la perfide Albion, l'ennemie héréditaire, enrôlés dans une étrange armée française, celle du général de Gaulle. Ceux-là combattront sur tous les fronts. Guerre de conquête en Afrique française, guerre de guérilla en France pétainiste, guerre du renseignement en France occupée, guerre diplomatique dans le monde pour que la France ne disparaisse pas, pour que la France existe, pour que la France soit la France. C'est l'histoire des quelques Français qui n'ont pas désespéré de la France parce qu'ils étaient *la France*.

Une autre manière d'aborder ce livre est de chercher à savoir ce que fut la vie de ces

exilés français, toujours chez la perfide, et de découvrir les différentes tendances qui s'y sont croisées et opposées, tandis que l'Angleterre, derrière Churchill, se soudait pour rejeter la barbarie allemande hors du monde. On a déjà pu lire les Mémoires de nombreux opposants ou partisans du général, réfugiés à Londres. L'apport de Daniel Cordier, dans ces conflits de vieux Gaulois, n'est pas de nous raconter les magouilles et complots des uns et des autres mais principalement de nous faire connaître l'ambiance et les pensées des sans-grade et des apprentis militaires, loin, bien loin, de Londres. Ajoutons les conflits au sein même de la résistance intérieure lorsque Jean Moulin sera revenu en France et Daniel Cordier devenu le secrétaire de Rex, et qu'on cherchera à unifier la Résistance derrière de Gaulle...

Pour nous, royalistes, il y a encore une autre façon de lire *Alias Caracalla*. Daniel Cordier est parti de France avec en tête et au cœur son maurrassisme monarchiste d'Action française, antisémite, antiparlementaire... Eh oui, c'est

ainsi : Daniel Cordier est de ceux qui n'ont pas voulu désespérer de la France, malgré son échec momentané, et à plusieurs reprises, il s'est étonné de ne pas trouver Maurras et toute l'Action Française à Londres. Après tout, Cordier le rappelle, Maurras a dénoncé le nazisme dès les années 30, avant bien d'autres. Et ajoutons que toute sa pensée, depuis ses origines, est fondée sur une germanophobie définitive. Imaginer que, voyant les boches couler en France, le maître de Martigues n'ait eu qu'une seule ambition, bouter l'intrus hors du royaume, n'est pas dénaturer sa pensée. Seul problème, les vieillards de l'Action française, plus épris d'ordre dictatorial que d'autre chose, ont finalement préféré un vieux maréchal républicain à celui qu'ils présentaient pourtant en juin 1940 (2) comme sauveur de la France.

On imagine assez bien les affres des disciples de Maurras qui ont alors choisi la lutte armée... Cordier ne fut pas le seul. Et l'auteur de rappeler qu'il apprit, avant de partir, que le général de Gaulle était, lui aussi, monarchiste. Engagé volontaire le jeune homme est surpris de l'engagement des socialistes, des démocrates-chrétiens, des amis du Front populaire dans la défense de la France. Beaucoup, comme lui, ont fait la traversée pour s'engager... mais c'était ceux que Maurras dénonçait quotidiennement comme les anti-France. Allez comprendre !

Ce court moment de l'histoire de notre pays fut fondateur de la France. Cette remise

en cause par quelques-uns, de tous bords, de l'hémiplégie idéologique annonçait les remises en cause que nous connaissons aujourd'hui. En ce sens, le livre de Daniel Cordier est remarquable. Comment ce petit fasciste issu des années 30, engoncé dans un maurrassisme désuet, a-t-il dépassé sa *religion* pour devenir l'adjoint, le principal adjoint de Jean Moulin ?

En date du 2 décembre 1941, le jeune résistant écrit un projet de lettre à son maître Maurras resté en France, réfugié à Lyon. Il est intéressant de la noter. Il est intéressant de la relire en vis-à-vis de celles d'autres résistants royalistes en rupture de maurrassisme comme le duc de Choiseul-Praslin, le colonel du Jonchay, La Bardonnie, etc. Chacun avec ses mots, ils disent tous la même chose. Outre la déception évidente, souvent l'amertume de la séparation, tous constatent ce que Daniel Cordier résume parfaitement : « *À la signature de l'Armistice, n'y avait-il plus un seul avion ? Tous les bateaux étaient-ils coulés ? Nos munitions épuisées ? Nos villes rasées ? Tous les Français étaient-ils morts les armes à la main ? Non. Et vous osez dire que nous avons été battus ! Dites plutôt que nous avons été trahis. Que vous avez trahi. Au nom de quoi ? Au nom de la France seule ? Dérision : vous savez bien que la France n'existe plus quand elle est dépecée par l'ennemi... Dans un instant de lucidité, pensez à vos militants, aux morts pour la liberté ! Découvrez-vous, Charles Maurras, l'honneur français n'est pas mort parce que vous avez trahi.* » Oui, monsieur Cordier, monsieur Daniel Cordier, vous êtes un homme d'honneur.

François-Marin FLEUTOT

(1) Daniel Cordier - « *Alias Caracalla* », Éd. Gallimard, 934 p., prix franco: 34 €. [Achat immédiat](#)

(2) Voir à ce sujet les textes élogieux pour De Gaulle parus dans l'*Action française* en juin 1940 et signés Charles Maurras, Maurice Pujo, Léon Daudet, ainsi que les lettres de résistants royalistes, reproduits en extenso dans les annexes de mon livre - « *Des Royalistes dans la Résistance* », 2000, Éd. Flammarion, prix franco: 23 €. [Achat immédiat](#)

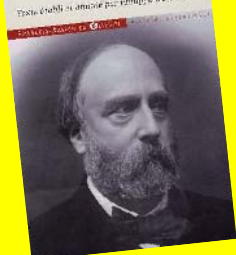
Journal du comte de Chambord (1846-1883)

Inédit - Texte établi et annoté par Philippe Delorme

Prix promotionnel 42 € (frais de port inclus) au lieu de 48 €

[Achat immédiat](#)

Henri comte de Chambord
Journal 1846-1883
Caracalla, l'édité
Tous droits réservés
Éditions Érudition



Souscription

« Sage est l'homme qui, ayant deux pains, en vend un pour acheter un lys »

(proverbe chinois)

Il a presque trois mois que je lançais notre souscription annuelle, indispensable à la poursuite d'une entreprise comme la nôtre qui ne peut se prolonger qu'avec l'aide financière de ses amis, de tous ses amis, royalistes ou non, mais qui ont en commun l'amour de notre pays et le souci de la *res publica*.

L'objectif fixé était de recueillir avant la période estivale la somme de 15 000 euros nécessaire pour équilibrer notre budget. Or je vois avec une certaine inquiétude qu'il nous manque encore 3 000 euros et que les vacances arrivent.

Le nombre des personnes qui ont déjà répondu à mon appel n'a pas diminué, bien au contraire, mais en revanche la moyenne des sommes versées est lui en retrait par rapport à l'an passé. Difficulté des temps oblige...

C'est la raison pour laquelle je m'adresse à nouveau à vous et renouvelle mon appel pressant. Toutes les contributions, même les plus modestes, sont les bienvenues et je vous en remercie à l'avance.

Faire un don

Yvan AUMONT

5^e liste de souscripteurs

Jean-Claude Adrian 50 € - Monique Baly-Petit 20 € - O.B. (Puy-de-Dôme) 23 € - Jeanne Boudot 50 € - François Bourguignon 100 € - Denis Cribier 75 € - Joséphine Dedet 20 € - Philippe Favre 50 € - Philippe Fermon 100 € - Jean-Jacques Foucher 100 € - Christian Frater 50 € - François Gerlotto 150 € - Claude Jeunier 50 € - Jacques de Monneron 200 € - Philippe Prebet 100 € - Yolande de Prunelé 70 € - Gilles Rocton 30 € - Jean-Louis Schneider 50 € - Paul Vaur 200 €.

Total de cette liste : 1 488,00 €

Total précédent : 10 603,16 €

Total général : 12 091,16 €

MERCREDIS DE LA NAR

Après une saison 2008-2009 particulièrement réussie, nos réunions sont maintenant interrompues pendant la période estivale. Rendez-vous début octobre pour la reprise et pour de nouvelles aventures !

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

NUMÉRO VACANCES

Comme tous les ans, *Royaliste* suspendra sa parution mi-juillet. Le dernier numéro à paraître (n°952) sera daté du 13 juillet. Il s'agira, comme d'habitude, d'un numéro "spécial vacances" de 16 pages, spécialement conçues pour faire connaître *Royaliste*.

Nous incitons vivement nos lecteurs à nous passer commande de quelques exemplaires afin de pouvoir le diffuser

dans leur entourage. Nous avons établi pour cela un tarif particulièrement avantageux : 5 ex. : 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex. 18 €.

Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier nous-mêmes les exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiqueriez les adresses.

Alors, vite à vos carnets d'adresses !

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents,

nous les engageons vivement à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

FAMILLE DE FRANCE

Le prince Jean, duc de Vendôme, a été l'invité de la chaîne de télévision KTO dans l'émission VIP (Visages inattendus de personnalités).

On peut visionner l'intégralité de l'émission (53 minutes) sur le site de KTO :

http://www.ktotv.com/cms/videos/fiche_video.html?iDV=00045592&vl=video_par_émission

Il a également accordé un entretien au *Petit Journal* (journal des Français de l'étranger) que l'on peut lire sur leur site :

<http://www.lepetitjournal.com/content/view/41990/1566>

Campagne de promotion

Utilisez nos autocollants publicitaires pour *Royaliste*



De format 99x38 mm très visible (imprimés en noir sur fond jaune)
Vendus par planche de 14

Tarif :
1 planche 1 € franco
à partir de **2 planches** : 0.70 € franco la planche
à partir de **10 planches** : 0.65 € la planche

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le système du mensonge

Observateur avisé, Malakine (1) expliquait récemment le système du mensonge qui a permis aux sarkozystes et aux « socialistes » de retenir de modestes contingents d'électeurs lors des élections européennes. Le procédé est simple : on publie un manifeste transnational farci de mollesse consensuelles afin de démontrer sa ferveur européenne tout en menant une campagne sur des thèmes durs qui permettent de ramasser des voix.

La stratégie du double programme, qui valide le double langage, a été mise en pratique par Martine Aubry et ses amis. Pendant la campagne, ils ont invoqué le « Manifeste » du Parti socialiste européen où l'on célèbre *l'économie sociale de marché* (invoquée par la droite allemande) tout en diffusant leur programme national qui dénonçait les « failles profondes du système du marché » promis à *encadrement*. Les libéraux sociaux et les sociaux-libéraux pouvaient donc voter socialiste en toute méconnaissance de cause : aux uns la pleine lune du marché, aux autres le grand soleil du socialisme.

Le parti majoritaire a lui aussi adopté cette stratégie, réduite en l'occurrence à une déclaration commune signée par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel : tandis qu'ils chantaient leur ode européenne au libre-échange, l'UMP diffusait à tous vents le thème de « l'Europe qui protège ».

D'où une angoissante question : pourquoi ce système commun du mensonge a-t-il démontré son efficacité pour la seule droite ? Les grandes plumes de la presse française ont publié sur

les résultats du 7 juin des commentaires d'une grande subtilité mais qui ont l'inconvénient de porter sur des minorités de votants. Si l'on s'intéresse, dans ces minorités, à la minorité des électeurs qui prennent au sérieux les programmes électoraux, on peut supposer que le thème de la protection économique a été préféré aux vaticinations paradoxales sur le *socialisme de marché*.



D'une manière générale, nous avons souvent fait remarquer que la propagande sarkozyste est plus efficace que celle de la gauche car elle emploie les mots de l'anticapitalisme, du protectionnisme, du patriotisme qui donnent de l'espoir à de très nombreux citoyens. Il n'y a pas à se moquer d'eux, bien au contraire : ce sont les meilleurs parmi nous qui croient, sur parole, que les dirigeants ne pensent qu'à faire le bien et que, cette fois, ils vont donner les preuves de leur bienveillance. Voilà qui crée une situation insupportable : une forte majorité de Français écoeurés, révoltés, désabusés ou désespérés assiste, impuissante, à un abus de confiance méthodiquement commis au détriment de citoyens qui vo-

tent sur ce qu'on ose encore appeler une « profession de foi ».

Il ne suffit pas de s'indigner devant cette imposture. Ses artisans et ses mécanismes ont été cent fois dénoncés mais Nicolas Sarkozy continue de pratiquer le double langage. Ainsi, le 15 juin à Genève, le supposé président a plaidé pour un renforcement des pouvoirs de l'Organisation internationale du travail et pour un développement de la protection sociale alors qu'il n'a mis aucune de ses réformes à l'ordre du jour lorsqu'il présidait le Conseil européen comme le souligne Gérard Filoche (2).

Il faut continuer à montrer que Nicolas Sarkozy agit à Paris à l'encontre de ce qu'il dit à Genève. Il faut dissiper l'illusion de « l'Europe qui protège » : le principe proclamé dans tous les sommets internationaux et européens est celui du libre-échange ; l'Union européenne ne protège pas les nations européennes de la récession ni les peuples du chômage ; les institutions européennes ont abandonné la Lettonie et la Hongrie au Fonds monétaire internationale qui prescrit, sous l'égide du « socialiste » Strauss-Kahn, les recettes criminelles de la déflation ; la « forteresse euro » ne nous protège pas de la crise du système monétaire international et l'avenir de la prétendue « monnaie européenne » est de plus en plus problématique.

Il faut continuer à dénoncer le système du *mensonge déconcertant*, conçu pour désorienter les citoyens, tout en sachant que les imposteurs ne seront pas défaits tant qu'une organisation politique ne présentera pas un programme de développement de l'État social et de protectionnisme européen fondé sur le respect de nos institutions.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. le blog de Malakine : <http://horizons.typepad.fr/>

(2) cf. le blog de Gérard Filoche, www.filoche.net